Mes chers camarades,

Au moment où nous achevons ce travail collectif d'élaboration programmatique, je voudrais d'abord revenir sur l'esprit qui a guidé mon engagement dans cette coordination. Non pas pour dresser un bilan personnel, mais parce que la manière dont nous construisons un projet politique dit déjà quelque chose de la société que nous voulons bâtir.

Pendant ces semaines, nous avons proposé, discuté, amendé, réécrit. Nous avons parfois été d'accord, parfois en désaccord. Nous avons défendu des sensibilités différentes, des traditions politiques parfois distinctes, mais avec une même ambition : préparer une alternative crédible, cohérente et populaire pour notre pays.

J'ai souvent occupé une position minoritaire dans ces échanges. Je ne m'en cache pas. J'aurais préféré que notre travail s'appuie sur un autre texte de départ, avec une méthode différente. J'ai défendu cette idée, parfois seul, parfois avec quelques camarades. Je ne l'ai pas emporté. Et pourtant, je n'ai jamais considéré que le débat était une faiblesse.

Je crois profondément qu'un mouvement politique vivant est un mouvement où l'on discute, où l'on conteste, où l'on confronte les arguments sans jamais remettre en cause la fraternité militante.

Il existe une tentation permanente, dans les organisations politiques, de considérer que l'unité impose le silence, que la cohésion exige l'effacement des nuances, que la discipline doit remplacer le débat. Je ne le crois pas.

Jean Jaurès écrivait :

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. »

Cette phrase ne signifie pas que chacun détient la vérité. Elle signifie que le devoir d'un militant est de la rechercher collectivement, sans craindre la contradiction.

Le débat d'idées n'est pas une menace pour notre unité. Il en est la condition.

Une organisation qui ne supporte plus la critique finit toujours par se couper du réel. Une organisation qui n'accepte plus les minorités finit toujours par produire des conformismes stériles. Une organisation qui n'écoute plus les objections finit souvent par reproduire les erreurs qu'elle prétend combattre.

J'assume donc d'avoir défendu des positions parfois différentes, tout en participant pleinement à la construction de ce programme. Car la loyauté politique ne consiste pas à se taire ; elle consiste à contribuer, même lorsque l'on n'est pas majoritaire.

Et je dois dire que ce travail collectif m'a convaincu d'une chose essentielle : malgré nos différences, une cohérence forte s'est dégagée.

Cette cohérence, c'est celle d'une République sociale qui refuse l'abandon des territoires.

C'est celle d'une planification écologique qui refuse d'opposer la fin du mois à la fin du monde.

C'est celle d'une souveraineté populaire qui refuse que les décisions économiques soient confisquées par les marchés financiers.

C'est celle d'un service public fort, d'une industrie reconstruite, d'une agriculture protégée, d'une forêt préservée, d'une énergie maîtrisée, d'une diplomatie indépendante et d'une défense souveraine au service de la paix.

Au fil des amendements, j'ai essayé d'apporter une contribution à cette cohérence.

Nous avons voulu renforcer le rôle des salariés dans l'entreprise, défendre les services publics, protéger les retraites, réindustrialiser le pays, reconstruire le ferroviaire, penser une politique énergétique équilibrée, faire de l'eau et de la forêt des biens communs, affirmer une diplomatie de non-alignement, renforcer le contrôle démocratique sur les questions de défense, promouvoir une francophonie des peuples et replacer la coopération internationale au cœur de notre action.

Le fil conducteur était toujours le même : remettre la puissance publique au service de l'intérêt général.

Mais ce débat programmatique ne peut être détaché du contexte historique dans lequel nous nous trouvons.

Nous sommes confrontés à une progression inquiétante de l'extrême droite.

Cette progression ne relève pas d'un accident. Elle est le produit de décennies de désindustrialisation, de recul des services publics, d'abandon de certains territoires, de précarisation du travail et d'affaiblissement du lien démocratique.

L'extrême droite prospère lorsque les citoyens ont le sentiment que plus rien n'est maîtrisé et que les décisions sont prises loin d'eux.

Elle prospère sur la colère, mais elle détourne cette colère vers les plus faibles.

Elle oppose les Français entre eux plutôt que de remettre en cause les mécanismes économiques qui produisent les inégalités.

Elle substitue le rejet à l'espérance.

Face à cela, notre responsabilité est immense.

Nous ne pourrons pas combattre durablement l'extrême droite uniquement par des arguments moraux. Il faut lui opposer un projet de société capable de répondre concrètement aux angoisses sociales, aux fractures territoriales et aux défis écologiques.

Il faut reconstruire des solidarités.

Il faut redonner aux citoyens le sentiment qu'ils peuvent agir sur leur destin collectif.

Il faut refaire de la politique un instrument d'émancipation.

Mais il faut aussi être capables de nous rassembler.

L'unité n'est pas l'uniformité.

L'unité n'est pas l'effacement des traditions politiques.

L'unité n'est pas le renoncement aux débats.

L'unité est la capacité de faire prévaloir ce qui nous rassemble sur ce qui nous sépare lorsque l'essentiel est en jeu.

Et aujourd'hui, l'essentiel est en jeu.

Nous avons le devoir de construire une force populaire suffisamment large pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et pour proposer une alternative de transformation sociale et écologique.

Je pense souvent à cette formule de Friedrich Nietzsche :

« Il faut porter encore en soi un chaos pour pouvoir mettre au monde une étoile dansante. »

Cette phrase est souvent interprétée comme une invitation à l'individualisme. Je la comprends autrement.

Je crois que les périodes de crise, d'incertitude et de désordre peuvent être aussi des moments de création politique.

Le chaos de notre époque est évident : crise climatique, fractures sociales, tensions internationales, défiance démocratique.

Mais ce chaos ne doit pas nous conduire au repli ou à la résignation.

Il doit nous conduire à inventer une réponse nouvelle.

Cette réponse ne naîtra ni de la peur ni de la nostalgie.

Elle naîtra de notre capacité à débattre, à travailler ensemble, à accepter nos différences et à construire une espérance commune.

Au fond, ce programme n'est pas seulement une addition de mesures.

C'est une certaine idée de la République.

Une République qui protège sans exclure.

Une République qui produit sans détruire.

Une République qui partage les richesses.

Une République qui fait confiance à l'intelligence collective.

Une République qui considère que l'économie doit être au service de l'être humain et non l'inverse.

Je terminerai en revenant à Jaurès.

Il disait également :

« L'humanité est maudite si, pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement. »

À l'heure où les conflits se multiplient, où les discours de haine se banalisent et où les divisions s'approfondissent, cette phrase nous rappelle que notre combat est d'abord un combat pour la dignité humaine.

Nous avons le droit de débattre avec vigueur.

Nous avons même le devoir de nous critiquer.

Mais nous ne devons jamais perdre de vue ce qui nous réunit : la volonté de bâtir une société plus juste, plus libre, plus fraternelle.

C'est avec cet esprit que j'ai participé à cette coordination.

C'est avec cet esprit que je continuerai à défendre le débat d'idées, le pluralisme interne, l'unité populaire et la transformation sociale.

Parce qu'au-delà de nos sensibilités respectives, nous avons une responsabilité commune : être à la hauteur de notre temps.

Je vous remercie.

Ugo BARTH,